

## Assurer le bon fonctionnement des marchés financiers : l'aspect fiscal

Conférence mondiale du dialogue fiscal international (DFI)  
Pékin (Chine), 26-28 octobre 2009

---

### Communiqué de presse

---

De hauts responsables de la politique et de l'administration fiscales se sont réunis cette semaine pour rechercher les moyens de soutenir et de promouvoir grâce au système fiscal un environnement financier sain et transparent.

Le bon fonctionnement du secteur financier est essentiel pour le développement et la croissance de l'ensemble des économies. Il favorise l'épargne et le crédit, facilite l'affectation des ressources là où elles sont les plus productives et constitue une protection contre les risques. Le secteur financier assume des responsabilités considérables dans la création comme dans la gestion des crédits en vue de favoriser la croissance économique. Le secteur financier constitue un enjeu important pour les gouvernements, aussi bien du fait des impôts versés directement par les institutions financières que d'un grand nombre d'impôts retenus à la source et de taxes sur les transactions dont ces institutions contribuent au recouvrement.

Les revenus et services du secteur financier ne s'intègrent pas toujours facilement dans le système fiscal général, tandis que l'ampleur et le rythme de l'innovation dans ce secteur mettent à rude épreuve les notions et définitions traditionnelles de la fiscalité. Le secteur financier pose des problèmes spécifiques d'administration de l'impôt et de discipline fiscale qui résultent en partie de la complexité inhérente au secteur, mais aussi des possibilités qu'il peut offrir de pratiquer sur une large échelle l'évasion et la fraude fiscales.

La conférence de deux jours et demi du Dialogue fiscal international<sup>1</sup>, accueillie par le gouvernement de la République populaire de Chine avec le soutien de la Banque asiatique de développement (BAD), a constitué une occasion unique pour les hauts responsables de la politique et de l'administration fiscales d'examiner ces questions et de procéder à des échanges de vues, entre eux et avec des experts internationaux du secteur financier. La conférence a été ouverte par M Li Keqiang, le Vice Premier Ministre du Conseil des affaires d'État, Chine, par M. Xie Xuren, ministre des Finances de Chine et M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE.

Dans ses remarques, M. Xie Xuren, Ministre des Finances de la Chine, souligne : "Afin d'améliorer l'application du consensus atteint lors du sommet du G20 à Pittsburg, de renforcer la coordination de la politique fiscale entre les pays et les régions en matière fiscale, d'améliorer et d'optimiser un environnement fiscal juste et stable et d'encourager une bonne reprise de l'économie mondiale, des hauts fonctionnaires des secteurs budgétaire et fiscal des principales organisations internationales et régionales, ainsi que des pays et des régions les plus importantes, se sont réunis à Pékin dans le but d'aborder différentes questions concernant le développement financier mondial et régional, les politiques fiscales et l'administration, la coopération et la coordination de la fiscalité et de la régulation financière."

L'année écoulée ayant eu la crise financière internationale en toile de fond, le gouvernement chinois a mis en pratique une politique fiscale proactive, accordant une attention toute particulière au rôle de la fiscalité comme clé du redressement macro-économique et a lancé une série de mesures structurelles de réduction des impôts, lesquelles ont joué un rôle significatif dans la stabilisation et la reprise de l'économie. Dans les mois à venir, en respectant les lignes directrices générales qui consistent à créer un cadre budgétaire et fiscal propice au développement scientifique, le gouvernement chinois va continuer à mener à bien sa réforme fiscale en optimisant

---

<sup>1</sup> Le Dialogue fiscal international est une initiative prise conjointement par la Commission européenne (CE), la Banque interaméricaine de développement (BID), le Fonds monétaire international (FMI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Department for International Development (DfID) du Royaume-Uni et la Banque mondiale (BM). Vous pouvez visiter le site [www.itdweb.org](http://www.itdweb.org).

son système fiscal, en encourageant activement le dialogue en matière de politique fiscale et la coordination à cet égard avec les pays, les régions et les organisations internationales concernées, dans une tentative d'harmonisation politique et de stratégie gagnant-gagnant."

Une économie mondiale plus vigoureuse, plus intègre et plus équitable constitue l'objectif fixé par la réponse stratégique de l'OCDE à la crise financière et ce fut le thème de l'allocation d'ouverture de son Secrétaire général, M. Gurria. « Pour jeter les bases d'une économie mondiale plus vigoureuse, il est nécessaire que le secteur financier assume comme il convient ses principales fonctions, qui consistent à affecter l'épargne à l'investissement, ce qui à terme permettra de soutenir la croissance et la création d'emplois. À cette fin, il est nécessaire que les réglementations et incitations dans le cadre du secteur financier soient recadrées afin d'assurer une supervision et une gestion du risque appropriées. L'impôt influe sur presque toutes les décisions financières et économiques et il a un rôle essentiel à jouer dans ce domaine. Par ailleurs, pour que l'économie soit plus intègre et plus équitable, il faut que le secteur financier parvienne à mieux surmonter les difficultés rencontrées dans sa contribution à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales. L'ère du secret bancaire comme bouclier des fraudeurs est désormais révolue. Les institutions financières peuvent largement contribuer à favoriser le nouveau climat de transparence et de responsabilité dans le domaine fiscal ».

Dans son exposé d'orientation générale, M. Takatoshi Kato, Directeur général adjoint du FMI, a noté que « cette conférence intervient dans le contexte de la crise financière et économique la pire qui ait frappé le monde en trois générations. Si la fiscalité n'a pas été en elle-même la cause de la crise, certains aspects des systèmes fiscaux jouent un rôle dans son contexte et dans son règlement. Cela constitue une bonne occasion de réfléchir aux questions soulevées par les performances du secteur financier. Dans quelle mesure une plus grande efficacité en matière de politique fiscale et de gestion de l'impôt pourrait-elle contribuer à leur amélioration ? Toutefois, nous ne devons pas non plus perdre de vue la principale fonction du système fiscal -- percevoir des recettes d'une manière efficace du point de vue économique et sans occasionner de distorsions -- alors même que nous constatons l'existence de défaillances du marché et de distorsions induites par les politiques publiques. La coopération et la coordination au niveau international joueront un rôle essentiel, et cette importante conférence constitue un modèle à cet égard ».

L'évolution récente du secteur financier a posé des problèmes considérables, qui nécessiteront des solutions au niveau régional et international. Un dialogue international comme celui-ci constitue un bon moyen de favoriser, grâce à la fiscalité, la mise en place d'un secteur financier actif et sain qui contribue à la croissance et à la prospérité tout en aidant les pays à se libérer de la pauvreté au niveau mondial. M. Haruhiko Kuroda, Président de la Banque asiatique de développement a noté que « la crise financière actuelle a non seulement fait apparaître les imperfections et les lacunes des politiques et réglementations appliquées au secteur financier mais elle a aussi montré la nécessité d'approches coordonnées et harmonisées au niveau international pour réguler ce secteur. À cette fin, il serait nécessaire de renforcer les normes réglementaires au niveau mondial, de cibler davantage la supervision sur les flux financiers internationaux et de renforcer la coordination entre les autorités réglementaires. Il y a lieu d'envisager la promotion d'idées telles que l'instauration de « collèges de superviseurs » pour coordonner les réglementations et partager les informations sur les organisations qui effectuent des opérations internationales importantes. La BAD fait apparaître un bilan positif sur la promotion d'initiatives régionales pour favoriser le développement dans le domaine financier et assurer une protection contre les chocs extérieurs, comme le montre son rôle dans le cadre des initiatives prises à Chiang Mai et portant sur les marchés obligataires asiatiques. La BAD continuera à jouer un rôle actif dans le renforcement du système financier international ».

L'imposition du secteur financier nécessite une action compensatrice particulièrement délicate de la part des pays en développement. Les recettes prélevées sur ce secteur, et le soutien des banques dans la fourniture d'informations nécessaires pour élargir la base d'imposition sont d'une importance essentielle, dans la mesure où elles permettent d'obtenir les ressources nécessaires pour faire sortir les populations de la pauvreté. En même temps, les pays en développement sont particulièrement vulnérables à des pertes de recettes dues à des fraudes et à des évasions fiscales facilitées par le secret bancaire ainsi qu'aux effets secondaires du relâchement du secteur financier mondial en termes de réduction des crédits et de la demande. Par conséquent, en ce qui concerne les pays en développement, il est particulièrement important de faire en sorte que la fiscalité favorise un système financier mondial sain.

Les partenaires du DFI coopèrent pour offrir ces possibilités et s'appuyer sur les points forts des différentes organisations. Cette coopération prend de plus en plus d'importance du fait que la liste des questions fiscales présentant une dimension internationale s'allonge rapidement -- de même que la nécessité de mettre en commun les expériences concernant les problèmes qui se posent dans les différents pays -- compte tenu de la nécessité de mobiliser des ressources pour le développement.

Pour plus de précisions, les journalistes peuvent s'adresser aux personnes suivantes :

China

[www.mof.gov.cn](http://www.mof.gov.cn)

partenaires du DFI

CE :	M. Stephen Bill,	<a href="mailto:stephen.bill@ec.europa.eu">stephen.bill@ec.europa.eu</a>
BID :	M. Vicente Fretes,	<a href="mailto:vicentef@iadb.org">vicentef@iadb.org</a>
FMI :	M. Michael Keen,	<a href="mailto:mkeen@imf.org">mkeen@imf.org</a>
OCDE :	M. Jeffrey Owens,	<a href="mailto:jeffrey.owens@oecd.org">jeffrey.owens@oecd.org</a>
DFID (RU) :	M. Max Everst-Philips,	<a href="mailto:m-everest-phillips@dfid.gov.uk">m-everest-phillips@dfid.gov.uk</a>
Banque mondiale :	M. Marinus Verhoeven,	<a href="mailto:mverhoeven@worldbank.org">mverhoeven@worldbank.org</a>

BAD

BAD : M. Tsukasa Maekawa, [tmaekawa@adb.org](mailto:tmaekawa@adb.org)